



Les Cahiers

DE L'INSTITUT CGT

D'histoire sociale

N° 156 - DÉCEMBRE 2020 - 10€

LE BILLET DE GILBERT GARREL, PRÉSIDENT

Après : La pandémie de Covid-19 a mis en exergue les conséquences dramatiques pour l'humain et la planète de ce capitalisme prédateur et destructeur qui domine le monde. Emmanuel Macron communique par des discours paternalistes infantilisants, mais c'est par l'autoritarisme qu'il dirige le pays, avec pour objectif de ne surtout rien changer à sa ligne politique. Dans le précédent numéro de nos *Cahiers*, Michel Pignatelli nous a relaté un moment peu connu de l'histoire de la CGT, lorsque celle-ci lançait, dans le cadre de la préparation de son congrès de Montpellier, en 1902, un appel à imaginer « le monde d'après ». Cette requête incitait les militants à décrire concrètement la société future lorsque la classe ouvrière prendrait son destin en main, libérée de toute domination par la « grève générale ». La récolte ne fut pas intense, mais une vingtaine de textes furent publiés dans *La Voix du peuple* et dans le compte rendu des travaux du congrès. L'exercice s'est avéré « ardu, car, s'il est aisé de définir ce que nous souhaitons voir disparaître, il en va bien autrement pour penser et décrire ce que pourrait être un nouveau monde idéal. Le contexte actuel pousse à de telles démarches réflexives, et la CGT s'y est inscrite dans une association inédite. Animés par la visée de transformation sociale, nos travaux peuvent rappeler ces moments de l'Histoire où des forces progressistes, syndicales et politiques, sont parvenues à ouvrir des perspectives d'une vie meilleure en améliorant le quotidien des salariés alors que l'avenir semblait bien sombre. Tournons ensemble la page 2020, portons notre regard sur l'avenir, sur nos projets d'études historiques qui alimenteront la réflexion collective. Au nom de l'équipe rédactionnelle, j'adresse aux lectrices et lecteurs de nos *Cahiers* nos meilleurs vœux pour l'année 2021.

AQUITAINE : UNE REFLEXION COLLECTIVE BIEN ENGAGÉE

La loi du 16 janvier 2015 a notamment procédé à un redécoupage des régions administratives françaises. Cet acte III de la décentralisation bouleverse les schémas territoriaux de la CGT et notamment le périmètre de ses comités régionaux. Cette réorganisation n'est pas sans conséquence pour les IHS territoriaux concernés au premier chef par l'impact que pourraient avoir de telles modifications sur leurs activités. L'exemple de l'Aquitaine fournit d'utiles éclairages.

VAR : PAS DE CONFINEMENT POUR L'HISTOIRE SOCIALE

Les mesures administratives liées à la gestion de la pandémie de Covid-19 perturbent incontestablement l'activité du réseau. Mais les instituts ne sont pas sans ressource, comme le démontre l'initiative menée par l'IHS du Var en mars dernier.

UNE CONTROVERSE A LA VEILLE DE 1914

Le 10 novembre 1912 paraît dans la revue *L'Action* nationale la première partie d'un article signé de Charles Andler intitulé « Le **Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine** ». La suite de l'article est publiée un mois plus tard. Le texte d'Andler va ouvrir, au cours des mois et des années suivantes, une discussion qui recouvre en fait des débats sur le problème de la pénétration de l'idéologie impérialiste dans les sections de la Deuxième Internationale et, plus généralement, sur les bases du réformisme et du nationalisme au sein du mouvement ouvrier. Retour sur une polémique et ses enseignements.

LOGEMENT DES IMMIGRÉS

Il y a cinquante ans, dans la nuit du 1er janvier 1970, rue des Postes à Aubervilliers, cinq travailleurs africains meurent asphyxiés lors d'un incendie déclaré dans un pavillon transformé en foyer de fortune où s'entassaient plus de cinquante personnes. Dans la France gaullienne et pompidolienne, le mal-logement des travailleurs migrants ne suscite guère de compassion et seuls quelques associations, syndicats ou municipalités s'émeuvent de cette situation. Mais, ce tragique accident va provoquer une onde de choc considérable dans l'opinion publique. Il va imposer sur la scène médiatique les mobilisations des travailleurs immigrés que réclament leur part de dignité et des logements décentes. Après ce drame, les pouvoirs publics réagissent : dès l'été 1970, des mesures législatives sont prises afin de résorber l'habitat indigne et les bidonvilles. Les municipalités de la région parisienne, souvent communiste, s'engagent avec un certain succès à éradiquer les bidonvilles, mais l'habitat insalubre et les foyers indignes résistent. **Jérôme BEAUVISAGE**

LE CONGRÈS DE TOURS

Le 31 juillet 1914, Jaurès est assassiné par le nationaliste Raoul Villain. Le cadavre du tribun encore chaud, les socialistes français et la majorité de la CGT décident de s'inscrire dans la guerre et l'Union sacrée. Suivent quatre années qui ébranlèrent le monde entier et, non moins, l'univers des socialistes français. Quinze ans après l'unité symbolisée par la création de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), Vaillant-Couturier peut dire à Tours : « Quelque douleur que nous ayons à l'avouer, il y a ici des hommes qui ne peuvent plus travailler ensemble. »

LES GREVES DE 1920

Il y a 100 ans, en février et en mai-juin 1920, les cheminots connaissent l'un des mouvements de grève les plus marquants de leur histoire sociale. Sur fond de revendications corporatives, d'un malaise social diffus et d'une aspiration à un changement plus large, la grève va se heurter à l'intransigeance des compagnies et de l'Etat, et son échec aura de lourdes conséquences.

LA LAÏCITÉ, UNE HISTOIRE QUI VIENT DE LOIN

D'abord une idée née de chrétiens dissidents et des philosophes puis devenue, avec les républicains de la seconde moitié du XIXe siècle, un programme et un combat, la laïcité devient, en 1946, un élément du régime institutionnel de la France. Retour sur un principe qui fait encore débat!